

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 317
LE NUMERO : 2 F 50
15 FB - 1 FS
18 juil. au 5 sept. 1980

Cataclysmes bourgeois ou révolution prolétarienne

Il y a trente-cinq ans, au milieu de l'euphorie de la fin de la guerre, nous étions seuls à affirmer que la société capitaliste ne peut qu'aller de catastrophe en catastrophe. Alors, notre faible voix était couverte par les clameurs de l'allégresse générale. Aujourd'hui (voir Le Monde du 9-7-80), la plus haute instance de l'ordre impérialiste international, le secrétaire général de l'ONU, évoque avec angoisse « la dérive du monde vers

d'effrayants horizons ». A la fin du deuxième carnage impérialiste la bourgeoisie prétendait, et croyait sans doute, qu'une ère illimitée de paix et de prospérité s'ouvrirait pour le monde. Aujourd'hui, elle doit avouer qu'elle est incapable de maîtriser une crise économique qu'elle croyait impossible, et tout aussi incapable d'arrêter sa marche vers un troisième conflit mondial encore plus meurtrier que les deux premiers.

En 1945, après les énormes destructions de la guerre, il pouvait sembler en effet que la croissance de la production serait infinie. Il fallait être marxiste pour prévoir, par-delà les apparences, que cette expansion produirait non seulement une colossale accumulation de capital et une petite amélioration des conditions de vie des catégories privilégiées du prolétariat (surtout en Occident), mais aussi l'engorgement et la saturation du marché mondial. Pour prévoir, en d'autres termes, que le boom produirait les conditions d'une crise plus profonde encore.

Aujourd'hui, tous les dirigeants bourgeois, chefs d'entreprise ou hommes d'Etat qui, à l'Ouest comme à l'Est, se vantaient de « leurs » réalisations économiques et miracles en tout genre, s'avouent incapables de contrôler la récession, de freiner l'inflation, de limiter

le chômage. Tous annoncent aux prolétaires une nouvelle période d'austérité croissante. Tous les appellent à consentir des sacrifices dont ils ne cachent même pas qu'ils devront être de plus en plus importants.

En 1945, les bourgeois et tous leurs larbins radotaient de Paix et de Liberté. Ils rejetaient sur quelques « fous criminels » ou sur la « perversion » de tel ou tel peuple la responsabilité de la guerre, de la misère, de l'oppression, de la terreur et des massacres qui s'étaient abattus sur l'humanité. Les vainqueurs de la guerre impérialiste prétendaient alors qu'ils allaient instaurer un nouvel Ordre international fondé sur la Liberté, l'Egalité et la Fraternité des nations. En fait, leur « union harmonieuse » a vite révélé son véritable contenu de paix impérialiste reposant sur l'équilibre de la terreur.

DANS CE NUMERO

- De l'est à l'ouest et du nord au sud : le monde capitaliste en crise
- Pour le Parti mondial de la révolution communiste
- La lutte contre la répression capitaliste

Mais cet équilibre avait une certaine réalité. Même les luttes de libération anticoloniale ne l'ont pas détruit ; mieux, ces guerres d'indépendance qui supprimaient certains privilèges impérialistes,

(suite page 2)

La diminution du temps de travail s'obtiendra par la lutte ouverte contre les capitalistes et leurs larbins

Même la CGC n'ose pas le signer ! C'est dire si le projet d'accord sur la « réduction » du temps de travail est avantageux pour les salariés !

La résistance des petites et moyennes entreprises à toute concession n'a pas permis de lui donner au moins une apparence présentable. L'aumône des 40 heures de congé annuel supplémentaire est soumise à de tels délais et à de telles conditions (pas de maladie, pas de grève, etc.) qu'elle ne peut même pas donner l'illusion de compenser les attaques contenues dans ce projet contre les conditions de travail et la santé des ouvriers, s'ajoutant aux réformes de la Sécurité sociale : rétablissement du travail de nuit pour les femmes, heures supplémentaires libres pour le patron, modulation du temps de travail en fonction des exigences de la production.

A cela s'ajoute toute une politique de chantage et de division entre les salariés, qui est menée actuellement dans tous les secteurs (par exemple dans les centres téléphoniques, ou à l'EDF) : on veut les forcer à choisir entre un horaire plus « aménagé » et le maintien du salaire actuel, au prix d'heures supplémentaires ou de travail de nuit, auxquels leur pouvoir d'achat ne leur permet pas de renoncer.

La CGT essaie une fois de plus de sauver la face en rejetant toute la responsabilité du fiasco sur la complaisance, en effet servile, de la CFDT, qui a dû « consulter largement la base » pour s'apercevoir que... l'accord avait des « aspects négatifs » qui le rendaient difficilement acceptable en la forme. Mais toutes les clauses actuelles n'étaient-elles pas annoncées dans le rapport Giraudet, que

(suite page 4)

Programme Communiste n° 83

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- La gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V^e Congrès de l'IC)
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde »
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine
- Notes de lecture : Léon Trotsky, Terrorisme et Communisme — Pierre Franck manipule l'histoire

el-oumami
il programma comunista
el proletario

En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar

Il y a quatre ans, entre le 22 juin et le 2 août 1976, le camp de Tall-el-Zaâtar vivait les plus durs moments de sa lutte. Il résistait avec un héroïsme qui rappelle celui des communards à la sauvagerie des bourgeoisies syrienne et libanaise, malgré la trahison des chefs de la résistance qui marchandaient la chair des masses. Ces masses exploitées ont gravé de leur sang une héroïque épopée de résistance acharnée, durant 52 jours d'encerclement, face à la droite libanaise, l'armée syrienne et ce qui restait de l'armée libanaise (l'armée de Barakat). Les masses travailleuses ont relevé le défi malgré la grande disproportion des forces et malgré la soif, la faim et les maladies qui les ont assaillies durant deux mois.

Les années 75-76 de la guerre civile ne sont qu'un maillon de la longue chaîne de la lutte de classe quotidienne des habitants du camp contre le pouvoir libanais. Cette lutte s'est aiguisée et a pris un caractère violent à partir des années 68-69 avec l'entrée de la résistance palestinienne au Liban. Avant, la dimension de Tall-el-Zaâtar n'était pas préoccupante pour la bourgeoisie libanaise, puisqu'il ne comptait que 400 réfugiés palestiniens. La position du camp au centre de la zone industrielle en a fait le lieu de rassemblement de tous ceux qui quittaient les terres arides. C'est ainsi qu'en 1972, il y avait 14.000 personnes et au début de la guerre civile leur nombre atteint 30.000, dont 60% de palestiniens, le reste étant composé de Libanais et de travailleurs syriens et égyptiens.

Du point de vue économique, Tall-el-Zaâtar se situe dans une région qui englobe 29%

des usines libanaises, 23% des capitaux investis dans l'industrie et 22% d'ouvriers d'industrie. La grande majorité des habitants du camp sont des prolétaires qui subissent les pires formes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes parce qu'ils sont en majorité étrangers. Ainsi le travailleur palestinien ne peut être employé dans les grandes industries s'il n'a pas une autorisation lui permettant de travailler dans une seule entreprise. Et cette autorisation lui coûte un mois de salaire tous les ans ! Bien évidemment il n'a aucune assurance sociale, etc., bien qu'il cotise régulièrement. Dans les petites entreprises, le travailleur palestinien se heurte directement au patron et ne se voit jamais rembourser ses frais, ni ses congés payés. Enfin il n'a pas le droit de se syndiquer.

Quant aux travailleurs syriens, ils ne sont pas mieux lotis. La plupart fuient les campagnes syriennes en passant clandestinement la frontière, ce qui offre aux patrons l'occasion de les exploiter à fond, de les faire travailler 12 heures par jour et de les ramener à la frontière à la moindre incartade. De là, ils croupiront quelques mois en prison pour n'avoir pas respecté la loi de leurs maîtres.

Le camp est un agglomérat de bâtisses en tôle bordées de cours d'eau insalubres, unique terrain de jeu pour les enfants de l'exil. Dans chaque « logement » s'entassent six à huit personnes, tandis qu'à côté un autre monde de maisons modernes et de luxueux palais s'élève comme pour encadrer la misère totale du camp.

Sur une période de 20 années, jusqu'en 69, le camp vivait un état de siège permanent

sous le contrôle des gendarmes et des services secrets ; interdiction des discussions politiques ou de visites d'invités sans autorisation du 2^e Bureau ; interdiction d'aller dans un autre camp sans autorisation spéciale ; interdiction de rassemblements de plus de cinq personnes ; couvre-feu à 21 h...

L'année 69 a ouvert une nouvelle période dans la vie du camp. C'est en effet à cette période qu'on installa des camps militaires d'entraînement qui cohabitaient avec la résistance palestinienne armée, qui n'a pu s'imposer qu'au prix de durs combats de rue dont le plus marquant fut celui du 23 avril 69, où de nombreux Libanais succombèrent pour avoir défendu l'existence de la résistance palestinienne.

Dès le début, chaque partie avait des positions claires quant à l'utilisation des armes : c'est ainsi que la direction de la résistance ne voulait en aucun cas toucher aux lois de l'Etat bourgeois libanais sous prétexte que « étendre la lutte nationale contre Israël à l'intérieur du Liban » serait « créer les dissensions entre les frères d'un même peuple ». (Quelle fraternité peut-il y avoir entre exploités et exploités ?)

En même temps les travailleurs amenaient les armes à l'intérieur des usines pour s'élever avec force contre l'exploitation et la répression sauvages qu'ils subissaient. Les affrontements armés commencèrent, ainsi que la mise en place de comités de défense de la grève. Les travailleurs savent que les augmentations de salaire s'arrachent par la force des armes. Cette situation s'est géné-

(suite page 2)

Cataclysmes bourgeois

(suite de la page 1)

mais ne pouvaient pas s'attaquer aux fondements mêmes de l'impérialisme et du capitalisme, ont permis aux bourgeois de rêver d'un équilibre plus stable, où le développement accéléré des pays « arriérés » entraînant commerce et investissements, tous les pays bourgeois trouveraient leur profit.

La réalité d'aujourd'hui dément ces illusions et confirme les prévisions marxistes : les pays riches se sont enrichis davantage, les pauvres se sont appauvris et endettés de plus en plus. Loin de s'harmoniser, les relations entre les Etats et les blocs deviennent de plus en plus tendues. Sur toute la rose des vents bourgeoise, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, montent les signes de tempêtes effroyables que les bourgeois se reconnaissent incapables de contenir. Des tempêtes qu'ils n'essaient même plus de contenir, mais auxquelles ils tentent plutôt de préparer le prolétariat : ce ne sont plus seulement les « prophètes de malheur » marxistes, mais tous les bourgeois qui parlent ouvertement de marche vers la crise générale et une troisième guerre impérialiste.

Mais alors, toutes les promesses qu'ils ont faites aux prolétaires montrent ce qu'elles étaient : du vent et des mensonges ! Soyez sages, prolétaires, défendez la démocratie contre le fascisme et vous aurez la Paix et la Liberté. Soyez sages, prolétaires, reconstruisez et défendez l'économie nationale, et vous aurez le bien-être et la société de consommation. Soyez sages, prolétaires, oubliez vos buts de classe, battez-vous pour la Patrie et la Production, et vous aurez le Progrès et le Bonheur. Mensonges, rien que des mensonges !

Car, grâce aux partis pseudo-ouvriers, les prolétaires ont été « sages » ; pendant près d'un demi-siècle il n'y a pas eu de mouvement indépendant de classe, et la

bourgeoisie a eu les mains libres ; aucune lutte révolutionnaire du prolétariat n'est venue gêner la marche « normale » du capitalisme, qui a pu ainsi montrer de quoi il est capable : de mener l'humanité à la catastrophe, inéluctablement, par son développement même. Ainsi se révèle le vrai visage de la « sagesse » demandée aux prolétaires : leur soumission pure et simple à l'exploitation, à la misère, à l'oppression, aux massacres. Malgré tous les mensonges des bourgeois et de leurs agents, le capitalisme n'a rien d'autre à nous offrir.

A moins, comme dit M. Waldheim, que « les gouvernements ne modifient profondément leurs attitudes et n'affirment concrètement et vigoureusement leur volonté politique d'aboutir... Cause toujours ! Certes, s'ils le pouvaient, les bourgeois ne demanderaient pas mieux... Mais, justement, ils ne peuvent pas. Ils subissent eux aussi les lois inflexibles du capitalisme. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est demander aux prolétaires de s'y soumettre, et de perpétuer ainsi leur exploitation aussi bien que la course infernale de la société capitaliste.

Car seule la lutte de classe du prolétariat peut ouvrir un autre horizon à l'humanité. Seule sa lutte révolutionnaire pour le renversement violent de l'Etat bourgeois et l'instauration de sa propre dictature de classe ; sa lutte pour la destruction des rapports capitalistes de production, pour l'abolition du salariat et du marché, du profit et de l'accumulation ; pour une planification mondiale de la production affranchie des lois du capital, et réglée par les besoins humains ; seule, en un mot, sa lutte pour le communisme peut mettre fin à la course catastrophique de la société capitaliste.

Le monde bourgeois dérive vers d'effrayants horizons ?

Vive la lutte pour sa destruction révolutionnaire !

De l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud

Le monde capitaliste en crise

Au colloque international organisé les 3 et 4 juin dernier à l'UNESCO à Paris sur « les années 80 », le ministre français de l'économie a notamment déclaré : « Le monde change et ce changement nous inquiète » et il a relevé quatre « sujets d'inquiétude » :

- 1) le déficit des pays pauvres pourrait selon les prévisions atteindre 70 milliards de dollars et en 1980 un nombre croissant d'entre eux sont en situation de faillite ;
- 2) l'inflation atteint des niveaux records. Au premier trimestre de 1980, son rythme annuel a dépassé 15 % dans la zone OCDE ;
- 3) le chômage qui frappe toutes les économies industrielles touchera sans doute cette année 6 % de la population active des pays développés ;
- 4) au niveau mondial, la tension a succédé à la détente.

En ce qui concerne le déficit des pays dits « en voie de développement », leur financement sera selon la Banque des règlements internationaux, « le grand problème international de 1981 ». « Des scénarios, écrit l'Expansion du 4 juillet 1980, peuvent aisément imaginer le défaut d'un grand débiteur, des faillites en chaîne et la dislocation du système monétaire international ! L'hypothèse retenue ici est que, grâce à la coopération des Etats et à l'intervention des institutions (Fonds monétaire international, Banque des règlements internationaux) une telle catastrophe pourra être évitée. » Peut-être.

En tous cas la misère des deux tiers de l'humanité commence à inquiéter les bourgeois. Non pas pour des raisons humanitaires mais à cause des risques d'explosion : « Attention au désespoir du Tiers-monde », s'est écrié Waldheim, le secrétaire de l'ONU !

La crise du système capitaliste atteint tous les grands pays industrialisés : « Les Etats-Unis, dont la reprise a été malsaine, sont en train de replonger dans une récession sévère, ainsi que le Royaume-Uni, où la politique déflationniste de Mrs. Thatcher aggrave la correction, écrit encore l'Expansion. Mais le noyau européen, et plus encore le Japon, résistent mieux. En Europe, le retournement

de conjoncture est pourtant inévitable et, même en Allemagne, le climat des affaires s'est assombri d'un coup. »

Tous les économistes bourgeois sont d'accord sur les dangers qui menacent le système de production. Tandis que pour le Fonds monétaire international « les perspectives des économies occidentales sont les plus sombres depuis 1945 », la Banque des règlements internationaux dénonce un « risque de récession mondiale cumulée ». « La crise des économies occidentales, écrit pour sa part Le Monde (17 mai 1980), est caractérisée par une croissance réduite de plus de moitié et tendant vers le zéro, par un chômage considérable, une inflation forte et croissante, un déséquilibre durable des paiements extérieurs, un désordre monétaire permanent. »

S'ils sont d'accord sur le constat, les bourgeois sont aussi d'accord sur la façon de combattre la crise : en faisant payer les travailleurs. Le FMI explique que le tableau « assez sombre de l'économie mondiale » (la croissance sera limitée à 1 % cette année pour les 7 pays les plus industrialisés) n'est susceptible de s'éclaircir que dans la mesure où les gouvernements mènent à bien « leur politique de stabilisation ». Les deux volets de cette politique-là, les travailleurs les connaissent : ils s'appellent accroissement du chômage (+ 440.000 en un an dans l'Europe des Neuf) et baisse des salaires.

En France la baisse du pouvoir d'achat qui a commencé l'an dernier se poursuit. Au premier trimestre de cette année les prix ont augmenté de 4,2 % et les salaires de 3,9 %. C'est un résultat « encourageant » a estimé le gouvernement. En Allemagne aussi, l'an dernier les salaires ont, d'après l'OCDE, augmenté moins vite que les prix : 4,8 % contre 5 %. Grâce à la modération bien connue des syndicats allemands. En Grande-Bretagne le gouvernement voudrait augmenter cette année les salaires de 7 à 11 % alors que l'an dernier l'inflation atteignait 23 % ! En Italie, les syndicats viennent d'adopter un nouveau plan d'austérité : hausse de la TVA

(Suite page 4.)

En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar

(suite de la page 1)

ralisée à l'ensemble des quartiers populaires de la bande Est de la ceinture de misère : Nabâa, l'Abattoir, Bordj Hamoud, la Quarantaine, etc. Sentant le danger, la bourgeoisie exigeait le cantonnement du camp dans ses « dimensions » antérieures. Les chefs des phalanges déclaraient dans les années 70 que les travailleurs débordaient l'autorité et les limites de la résistance elle-même : « L'Etat libanais est réduit au silence. Il existe à l'intérieur du pays, des petits Etats et des armées non régulières et non disciplinées dont on ignore même d'identité. Pire, il existe des endroits et des quartiers entiers, abritant des « hors-la-loi » sur le sol libanais, qui échappent entièrement à toute autorité et tout contrôle même celui de la résistance palestinienne » (1).

Le chef militaire des phalanges, Béchir Gemayel, précisait le but poursuivi par la droite libanaise, l'encerclement de Tall-el-Zaâtar : « La présence du camp de Tall-el-Zaâtar et de la Quarantaine ont créé des zones interdites à l'armée et à l'Etat libanais. Ils sont devenus un centre d'action des organisations terroristes arabes, libanaises et internationales. La région de Tall-el-Zaâtar est vitale pour l'économie libanaise car c'est une région industrielle : plus de 40 % de nos industries sont cantonnées dans la région de Mekalles-Tall-el-Zaâtar » (2).

En réalité les prolétaires de Tall-el-Zaâtar et les masses ouvrières de tous les quartiers de misère qui entourent Beyrouth se rebellaient non seulement contre le patron mais aussi contre le droit et les lois de l'Etat bourgeois : ils refusaient de payer tout impôt ou taxe à l'Etat. Pour s'installer, le prolétaire qui fuyait la campagne construisait sans autorisation son « abri » sur les propriétés de l'Etat ou du clergé.

Tout au long des années 70, l'Etat tentait de mettre la main sur ce qu'il appelle les « hors-la-loi » et d'arrêter la prolifération des maisonnettes en tôle dont le nombre a doublé entre 72 et 75. En 1970, quand le leader de la gauche libanaise, Kamal Joumblat, était ministre de l'intérieur, l'Etat libanais a rasé dans la région du Mekalles en bordure de Tall-el-Zaâtar, toutes les huttes en tôle construites par les masses qui avaient fui le Sud.

En 1974, les tentatives de l'Etat de couper l'électricité dans les quartiers de Amroussia ont entraîné des affrontements armés auxquels les femmes prolétaires prirent part à

l'aide de bâtons. Toutes ces tentatives ont littéralement échoué grâce à la riposte des masses ouvrières de plus en plus armées. Objectivement, l'introduction de la résistance palestinienne sur la scène libanaise leur a été bien utile, mais ils l'ont dépassée en portant le conflit sur le terrain de la lutte de classe.

Les armes cachées dans les modestes huttes en tôle ont donné à l'effervescence sociale du prolétariat un caractère militaire très net. Une liste publiée par le parti des phalanges sur la présence militaire dans le camp donnait : « 3.000 guerriers professionnels à Tall-el-Zaâtar auxquels s'ajoutent 2.471 guerriers à Nabâa (important quartier populaire voisin du camp) et une milice de 7.000 personnes dans le camp », ce qui fait « des bases militaires et des entrepôts de munitions et d'armes qui alimentent les grèves et les conflits qui sapent toute vie normale dans une région comprenant la richesse industrielle du Liban » (3).

Avec le déclenchement de la guerre civile, la haine de la bourgeoisie s'est abattue sur la « ceinture de misère ». Tous les quartiers ouvriers tombèrent l'un après l'autre : Sabnié, Haret el Gaouamé, Al-Sabahia, l'Abattoir, la Quarantaine, « le quartier de tôle », Nabâa, Bordj Hamoud, El Mekalles, Horch Tabet et enfin Tall-el-Zaâtar.

La situation des camps et des quartiers ouvriers pauvres qui regorgeaient d'armes en tous genres, constituait un obstacle pour jeter les bases d'un Etat fort au Liban. Aussi, pour créer les conditions nécessaires à la réalisation de sa charte constitutionnelle afin d'en finir une fois pour toutes avec le confessionnalisme politique et unir objectivement les rangs de la bourgeoisie libanaise dans un Etat structuré et fort, le pouvoir syrien devait inévitablement anéantir ce ferment prolétarien qui entravait l'exécution de ses plans. Hafedh el Assad déclarait durant l'encerclement de Tall-el-Zaâtar que « l'entrée des troupes syriennes au Liban n'est pas une violation de sa légitimité, car il n'existe pas d'Etat au Liban. Et le rôle des troupes syriennes est précisément de mettre fin à la rébellion que l'Etat par sa forme actuelle n'est pas capable de maintenir, et surtout à la multiplicité des pouvoirs à l'intérieur du pays et notamment le pouvoir de la résistance ». Ce qui veut dire d'après le régime syrien que la résistance « s'immisce dans les affaires intérieures du Liban, ce qui est contraire à la charte de l'Organisation de libération de la Palestine

qui stipule de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays arabe » (4).

Les organisations de la droite libanaise ont mis tout leur poids militaire dans la bataille de Tall-el-Zaâtar. Même les chars du régime syrien et ses fusées modernes sont intervenus massivement pour anéantir le camp. Seulement les masses ouvrières de Tall-el-Zaâtar ont décidé de résister jusqu'à la dernière goutte de sang. Elles ont formé une direction militaire interne et ont envoyé ce message au bureau des opérations militaires à la direction de la résistance : « Nous avons pris notre décision, c'est une décision définitive, nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang, nous n'avons le choix qu'entre deux issues : soit résister jusqu'à la dernière goutte de notre sang avant de succomber, soit nous brisons l'attaque fasciste (le parti des phalanges). Nous résisterons jusqu'à épuisement de toutes nos forces. Les masses ici ont le grand espoir que vous puissiez leur venir en aide pour faire avorter les plans des ennemis de nos peuples palestiniens et libanais, les fascistes et les dirigeants de Damas. »

La direction de la résistance palestinienne et le mouvement national libanais (partis et forces de gauche) considéraient que c'était « une sale guerre qui n'est pas dans notre intérêt, parce qu'elle est secondaire et qu'elle nous fait oublier la lutte contre l'ennemi principal, Israël, et qu'il faut donc la cesser à n'importe quel prix... Si nous arrêtons le feu de notre côté, les phalanges cesseraient leur guerre contre nous. » Et, alors que les combattants exigeaient une stratégie militaire pour la défense de Tall-el-Zaâtar en occupant les zones populaires alentour telles Nabâa et Selaf, la direction du Fatah répondait que « Nabâa, Selaf et Harch Chabet n'étaient pas Akka, Haïfa ou Jérusalem pour vouloir les conquérir » (5).

Au moment où les masses de Tall-el-Zaâtar nageaient dans le sang pour avoir tenu courageusement pendant 52 jours, n'ayant pour nourriture que des lentilles et presque pas d'eau, les dirigeants de la résistance palestinienne négociaient avec les régimes arabes dont l'histoire est synonyme de trahisons et de répression, ou aux traditions de réaction et de subordination à l'impérialisme mondial, comme les régimes de Khaled en Arabie Saoudite et Sadat en Egypte. Même plus, elle est allée jusqu'à lécher la botte de Assad qui était trempé jusqu'au cou dans le sang des martyrs de Tall-el-Zaâtar, et négocier autour d'une table tout près du siège de la

droite phalangiste. Et, au moment où les combattants du camp déclaraient que parmi les obus qu'ils recevaient sur la tête beaucoup portaient la marque « Royaume d'Arabie Saoudite » (6), Arafat palabrait du 23 au 25 juin à Ryad dans un sommet avec Sadate et le roi Khaled. Sans parler de toutes les négociations avec la Syrie, avec les phalanges, et toutes les forces qui combattaient les masses.

Le manque de place nous empêche de montrer en détail comment l'OLP a délaissé la lutte armée pour négocier la tête des masses palestiniennes avec les Etats arabes ; comment elle a constamment refusé d'aider les masses encerclées, mais les a isolées face à leurs ennemis.

La tragédie de Tall-el-Zaâtar n'est pas simplement une défaite dans la lutte armée, c'est le résultat de la trahison des masses travailleuses par l'OLP. Pour que l'héroïsme militant des masses ne soit pas perdu, malgré l'issue tragique, il faut tirer les leçons de cet épisode de la lutte de classe. Les travailleurs se lancent dans la lutte avec une abnégation totale, mais pour que leur sacrifice ne soit pas vain, pour que leur sang ne soit pas versé pour rien, il n'y a qu'une seule voie, celle de la lutte de classe, avec ses principes et son programme propres, autour du parti de classe.

(1) « Al Amel », 14 avril 75.

(2) « Al Amel », 14 août 76.

(3) Document militaire phalangiste paru le 17 août 76.

(4) « Journal de la guerre civile au Liban », OLP, p. 496.

(5) « Tall-el-Zaâtar symbole et légende », édité par le FPLP, p. 45.

(6) Idem.

A l'Est comme à l'Ouest...

En Pologne, d'après Le Monde du 4-7-80, M. Kania, membre du bureau politique, aurait expliqué aux responsables de la région de Gdansk « que le comité central ne maîtrisait plus la crise de l'économie, qu'il s'agissait d'une débâcle et que la pénurie risquait probablement de s'étendre de la viande au pain ».

Socialisme ? Cause toujours !

60 ans après le II^e Congrès de l'Internationale Communiste

Pour le parti mondial fortement centralisé de la révolution communiste

« La guerre impérialiste, proclamaient les Statuts de l'Internationale Communiste adoptés au II^e Congrès de l'IC en juillet 1920, a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les Statuts de la I^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale

Communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre. [...]

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le recours possible. »

La II^e Internationale s'était constituée en 1889 comme un organe de coordination de l'action de différentes sections nationales ayant déjà leurs programmes et leurs traditions. La III^e Internationale qui se constituait trente ans plus tard en rassemblant les courants qui avaient lutté contre la trahison réformiste et la capitulation honneuse de la social-démocratie devant le social-patriotisme, et pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, se devait d'imposer d'emblée un **programme international unique** à toutes ses sections, aussi bien les vieilles sections d'Europe et d'Amérique que celles des continents où naissait le prolétariat.

L'Internationale voulait vraiment devenir un véritable « Parti communiste international » selon l'expression même de son président, Zinoviev. Elle n'y parvint cependant pas malgré les efforts généreux des bolchéviks, entièrement soutenus en Occident par la seule Gauche communiste d'Italie, et en dépit des pas bien réels faits dans ce sens au feu de la montée révolutionnaire internationale.

La tentative se heurta en particulier aux tendances autonomistes centrifuges des partis occidentaux allemand et français notamment. La tactique de la révolution prolétarienne pour les pays de capitalisme impérialiste était encore en discussion, et ces courants poussèrent, à la faveur du reflux révolutionnaire qui laissait l'Etat prolétarien en Russie tragiquement isolé, à des tactiques dont les limites trop imprécises permirent justement des interprétations de plus en plus opportunistes, jusqu'à entrer en contradiction avec l'indispensable continuité d'action et de préparation révolutionnaire des partis communistes. Ces tendances furent encore renforcées par la difficulté des bolchéviks à pouvoir s'appuyer en Occident sur des forces adhérant complètement à leur vision profondément révolutionnaire pour fermer davantage les partis, comme ce fut le cas en Italie. Et cette difficulté céda la place, dans le reflux, à l'utilisation d'une série d'expédients et de manœuvres de plus en plus ruineuses pour agréger aux jeunes partis des forces équivoques dont ils s'étaient pourtant déjà séparés.

La tentative de forger un véritable « Parti communiste international » se heurta également en Russie aux forces nationales et donc bourgeoises qui prenaient de l'assurance avec le recul de la révolution mondiale : elles finirent par triompher de la révolution prolétarienne en s'emparant de son parti et en soumettant l'Internationale elle-même aux besoins de l'Etat russe, qui d'Etat prolétarien qu'il était au départ, s'était transformé en Etat national bourgeois, quand triompha en 1926 la funeste théorie du « socialisme dans un seul pays ».

L'Internationale de Lénine était donc déjà morte depuis longtemps lorsque ses restes en putréfaction furent liquidés formellement en 1943 par Staline, en échange de quelques avions de Roosevelt, sur le marché des dupes de la « croisade antifasciste » où l'on fit crever les prolétaires par dizaines de millions pour remettre le capitalisme sur pied.

La contre-révolution stalinienne ainsi que la défaite et la prostration du mouvement prolétarien international qui s'en sont suivies, n'ont pas seulement retardé pour des décennies la révolution communiste mondiale. Elles ont également empêché que la formidable vague révolutionnaire anti-impérialiste qui s'est frayé la voie dans les brèches ouvertes par les secousses de la seconde boucherie impérialiste mondiale ne dépasse un horizon purement bourgeois en

faisant tomber le mouvement dans les mains de classes et sous-classes bourgeoises par ailleurs incapables de le mener à fond et de façon conséquente.

Au mieux, l'« internationalisme » de ces forces, même lorsqu'elles se sont prétendues socialistes, comme cela a été le cas de toutes les variétés de « socialismes nationaux » et aussi du guévarisme ou du maoïsme, était-il conçu comme l'entraide temporaire, dans la lutte contre un impérialisme donné, de mouvements conservant intacts leurs égoïsmes nationaux cachés derrière les principes de « non-ingérence » et de « respect mutuel », dont le caractère abstrait et purement verbal n'est pas à démontrer.

Par opposition, l'internationalisme prolétarien est fondé sur une **stratégie mondiale unique** d'anéantissement de l'ordre capitaliste-impérialiste, où les luttes non prolétariennes et en particulier les luttes nationales ont leur place, et qui, comme l'affirmait Lénine dans les Thèses sur les questions nationale et coloniale du II^e Congrès de l'Internationale, « exige la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier ».

Cependant, tels qu'ils ont été, ces courants nationalistes bourgeois et petits-bourgeois ont été révolutionnaires et plus ou moins radicaux suivant les cas. Pendant ce temps, l'internationalisme prolétarien était invoqué — et il l'est encore ! — par les faux communistes russes à des fins de subordination des mouvements sociaux aux intérêts de l'impérialisme grand-russe. Il a été utilisé par les faux communistes des pays impérialistes occidentaux pour opposer hypocritement à la lutte d'émancipation coloniale la pureté d'une « lutte de classe » qu'ils étaient les premiers à étouffer dans les métropoles impérialistes, comme l'a illustré à la perfection l'attitude du PCF pendant la guerre de l'indépendance algérienne, tombant ainsi encore plus bas si c'est possible que le social-impérialisme

des sociaux-démocrates. Quant aux divers courants se revendiquant du trotskysme, ils ont aussi contribué à cette dévalorisation de principe de l'internationalisme en se mettant selon les cas à la traîne de l'impérialisme russe ou des partis social-impérialistes des diverses métropoles impérialistes.

Les cinquante dernières années ont donné la prostitution généralisée de l'internationalisme prolétarien, au moment même où la vague anti-impérialiste redonnait un goût de poudre au soi-disant « principe national ». Là est le tragique paradoxe ! Et pourtant, à l'heure où les révoltes ouvrières dans les pays de jeune capitalisme créent de larges brèches dans le « front des classes » hérité de la vague des révolutions anticoloniales qui s'épuise, et où la crise capitaliste mondiale ouvre une **nouvelle ère de guerres et de révolutions**, jamais l'arme de l'internationalisme n'a été aussi indispensable à la classe ouvrière !

Pendant le long sommeil où a été plongé le prolétariat, l'histoire n'a cessé d'avancer : les tendances à l'internationalisation de toute la vie sociale sous le fouet du capitalisme ont tellement progressé que la bourgeoisie elle-même a dû faire à sa manière un effort d'internationalisme dans tous les domaines, économique et militaire, bien que dans la jungle des intérêts bourgeois cela ne se réalise pas sans une **oppression accrue** des petites nations par les plus grandes. Voyez le COMECON ou la dictature du FMI, le pacte de Varsovie comme l'OTAN, l'OTASE ou autres alliances sous l'égide américaine !

Et pourquoi les bourgeoisies les plus bouffies d'orgueil national, comme en France ou en Pologne, acceptent-elles en dernier ressort les diktats des super-grands, sinon parce qu'elles savent par expérience qu'elles ne pourraient pas seules faire face à une révolte sociale ? Voyez comment la révolte de Kwangju pousse les bourgeoisies japonaise et chinoise à se serrer les coudes, comment à la moindre flammèche de révolte, même

sous la forme du terrorisme individualiste et romantique, se constitue un « espace répressif européen » que l'OLP contribue elle-même à étendre en dénonçant les terroristes allemands à la police française ! Voyez comment les jeunes bourgeoisies à peine indépendantes se jettent dans les bras de leurs anciens maîtres impérialistes à la moindre alerte, comme l'exemple de la Tunisie l'illustre et comme le confirment les efforts du sandinisme pour trouver la sympathie américaine !

Et pourtant, la bourgeoisie est une classe constamment divisée par la guerre commerciale, économique et tout simplement militaire. Le prolétariat, lui, a vu au cours des cinquante dernières années grossir considérablement ses rangs et étendre l'arène de son antagonisme avec la bourgeoisie. Le marché mondial unifie chaque jour davantage ses conditions de vie et de lutte. Les grandes migrations internationales et la succession désormais rapide de ses révoltes dans l'un et l'autre coin de la planète démontrent l'identité de sa situation et l'immensité de sa haine de l'ordre existant. La crise capitaliste le pousse déjà à la lutte à la périphérie ; elle le fera demain dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. Il n'a d'autre force, face à une classe qui se serre les coudes à l'échelle internationale, que l'union mondiale de ses rangs et l'usage des formidables armes que lui livre malgré lui le capitalisme mondial. Serait-il donc incapable de faire enfin pour lui ce que la bourgeoisie fait déjà contre lui ?

L'internationalisme véritable a été écrasé au point de rester impuissant pour de longues décennies ; il a été bafoué, travesti au point de devenir méconnaissable : **il n'a pu être éliminé** car le capitalisme en produit et en renforce toujours la nécessité ! Il devra renaître de ses cendres, plus vigoureux, plus puissant et plus ambitieux encore qu'hier !

Aujourd'hui, la nouvelle organisation internationale du parti ne peut se reconstituer sans extirper complètement tout autonomisme, tout fédéralisme, toute improvisation nationale. Et ceci est possible seulement parce que désormais le parti doit se constituer d'emblée sur le programme et les principes en tous points impeccables restaurés par l'Internationale de Lénine. Mais aussi parce que le mouvement communiste est en mesure de se donner à l'échelle internationale une **gamme de règles tactiques et organisationnelles** déjà testées par l'expérience tragique du mouvement prolétarien dans les années

(Suite page 4)

Quelques axes pour lutter contre la répression capitaliste

La marche chaotique du capitalisme suscite nécessairement toute une gamme de réactions sociales, depuis la révolte individuelle d'exploités et la lutte de défense de groupes de prolétaires, jusqu'à l'assaut révolutionnaire contre l'Etat bourgeois. L'approfondissement de la crise stimule déjà les luttes ouvrières à la périphérie du capitalisme et fait rôder le spectre de la reprise de la lutte de classe dans les métropoles impérialistes.

Or la bourgeoisie ne peut reprendre aux conséquences catastrophiques de son propre mode de production qu'en cuirassant toujours davantage son appareil d'Etat, en accentuant encore la pression physique et politique qu'elle exerce sur le prolétariat et les masses exploitées, et ce avec le plein assentiment des faux partis ouvriers, social-démocrates ou national-communistes. Et en temps de crise, si la carotte est toujours agitée pour corrompre, **le rôle du bâton** devient toujours plus important pour intimider.

Si on pouvait dresser un tableau de la répression bourgeoise à l'échelle internationale, on mettrait en évidence son intensification généralisée ces dernières années. Aussi bien dans les pays des faux socialismes de l'Est et dans les pays de dictature militaire plus ou moins ouverte du « Tiers-monde » à peine émancipés du colonialisme, que dans les bonnes vieilles démocraties impérialistes d'Occident, où les amortisseurs sociaux sont encore puissants.

Dans ces conditions, les organisations qui naissent de la lutte ouvrière et le parti lui-même seront de plus en plus fréquemment confrontés aux problèmes de **la lutte contre la répression** et de **la défense des victimes de la répression capitaliste**, qui sont absolument inséparables de la lutte prolétarienne

et en sont une exigence constante.

Il s'agit là indiscutablement d'une **tâche de parti**. Ceci est vrai parce que le parti n'a pas d'intérêts distincts de la masse des prolétaires. Mais aussi parce que lui seul peut mener **de façon conséquente** toute lutte prolétarienne en la liant à l'issue révolutionnaire.

Cela ne signifie pas cependant que c'est à chaque parti ou à chaque organisation de « défendre ses victimes ». C'est une véritable folie de considérer que seul mérite d'être défendu celui qui partage telle ou telle conviction, comme cela est aujourd'hui le cas en général. Cette déplorable habitude de boutique qui provient de la contre-révolution stalinienne foule aux pieds la solidarité de classe élémentaire, conduit à la division et à l'impuissance.

Les communistes eux, sont solidaires des prolétaires et des opprimés qui se révoltent contre l'ennemi de classe, même de ceux qui ont encore une idée fautive de la lutte, même si leurs actes ne correspondent pas encore au but recherché.

De plus, la solidarité est une tâche dont doivent s'acquitter toutes les organisations, même les plus modestes, qui naissent sur le terrain de la défense immédiate. De telles organisations qui devront demain renaître à grande échelle auront inévitablement pour devoir, quelle que soit la forme qu'elles se donnent, de répondre à cette exigence. Et ceci reste vrai même si voient à nouveau le jour des organismes de type « Secours prolétarien » particulièrement chargés de coordonner les secours envers les victimes de la répression bourgeoise.

Toute organisation véritablement classiste se doit d'insuffler dans la lutte un esprit qui

favorise la protection de l'organisation de lutte tout en combattant l'intimidation de l'adversaire. Elle se doit de nourrir la lutte d'un sentiment qui fortifie et aguerrit la combativité ouvrière et permette de poursuivre la lutte **malgré les coups** inévitables portés par l'ennemi.

Sinon le risque sera grand d'être entraîné vers le marais démocratique où bonzes syndicaux et politiciens « ouvriers » en cravate et attaché-case, juristes et gens célèbres avec toute leur suite de fausse extrême gauche, s'acharnent à convaincre les prolétaires que la meilleure manière d'éviter la répression est d'accepter par avance les règles de la guerre fixées par l'adversaire, bref de ne pas lutter.

La tâche de toute organisation prolétarienne, et donc aussi du parti, est d'éduquer les prolétaires dans la haine de l'Etat capitaliste, de ses flics et de ses juges, de susciter le sentiment de révolte et de lutte contre la répression des mouvements de révolte à l'exploitation et à l'oppression bourgeoise.

Il s'agit d'abord et avant tout des mouvements de révolte de la classe prolétarienne, naturellement, mais pas seulement d'elle. Il s'agit également des mouvements non purement prolétaires de révolte à la domination de l'impérialisme, et avant tout de « son propre » impérialisme. Il s'agit enfin des réactions des autres couches, classes ou secteurs de la population auxquels le capitalisme n'est capable d'offrir, surtout en temps de crise, que misère et oppression renforcées.

Vis-à-vis des couches inférieures de la paysannerie ou des classes moyennes, des populations subissant le joug de l'impéria-

(Suite page 4)

Souscription permanente

LISTE N° 6

Angers :	15.007 F ;	Marseille :	2 F ;
Grenoble :	58,60 F ;	Lille :	31,50 F ;
Lyon :	56,75 F ;	Rouen :	295 F ;
Toulouse :	127 F ;	Paris :	838,70 F ;
Des Lecteurs :	17 F.		
TOTAL	16.433,55 F		
TOTAL PRECEDENT	38.033,00 F		
TOTAL GENERAL	54.466,55 F		

Le monde capitaliste en crise

(suite de la page 2)

et de certains tarifs, allègements fiscaux et — en échange du maintien de l'échelle mobile... — prélèvement de 0,50 % sur les salaires pour la création d'un fonds de solidarité avec le Mezzogiorno ! Le tout, comme dit *Le Figaro* du 3 juillet, sur fond d'inflation (+ 23 %) et de chômage, de déficit public et de rumeurs de dévaluation.

D'après *Le Matin*, au sommet de Venise les dirigeants occidentaux auraient admis « une fois pour toutes » (mais en avaient-ils vraiment douté ?) que « cette crise est maintenant permanente et qu'elle ne devrait que s'aggraver dans les années à venir ». Avec le cynisme de ceux qui croient que le monde leur appartient à tout jamais et qu'ils pourront imposer leur loi indéfiniment, Carter a dit tout haut au nom de tous ses collègues, que leurs travailleurs doivent continuer à payer : « Nous allons rentrer dans nos pays, et il faudra demander de nouveaux sacrifices à nos populations ». Gageons qu'un jour ou l'autre ces « populations », comme dit Carter, en auront assez de faire des sacrifices pour un système qui les exploite de plus en plus et qu'elles auront envie de le mettre au rancart !

*

Sous le titre « La crise économique s'approfondit dans les pays du Comecon », le *Financial Times* du 4 février dernier écrivait que la publication des statistiques portant sur 1979 avait montré une « crise économique croissante en Hongrie et en Tchécoslovaquie ». Pour ce dernier pays, la croissance de 2,6-2,8 % pour 1979 a été la plus basse depuis le début des années 60. Une entreprise industrielle sur 5 seulement a réussi, ajoutait ce journal, à remplir les objectifs du Plan. La productivité n'a augmenté que de 2,9 % au lieu des 3,3 % prévus. Les taux de croissance ont été moins élevés que prévu dans des secteurs-clés comme le charbon, l'acier, la chimie, la construction, etc. La production

de céréales (9,2 millions de tonnes) a été de 19 % inférieure au niveau prévu.

L'économie hongroise pour sa part n'a augmenté que de 1 à 1,5 % au lieu des 3 ou 4 % prévus. La récolte de céréales a été inférieure de 10 % aux prévisions. La production industrielle n'a augmenté que de 2,8 % au lieu des 4 % prévus.

Pris dans leur ensemble les pays européens du Comecon ont vu leur revenu national augmenter de 2 %. Mais en Pologne cette croissance n'a été que de 2 % au lieu des 2,8 % prévus, et en URSS — alors que l'objectif était d'arriver à 5,2 % — la croissance n'a été que de 1,5 % (*Financial Times* du 16 mai 1980). Même la RDA n'a pas atteint son objectif (4 % au lieu des 4,3 % prévus). La production industrielle n'a pas non plus augmenté selon les prévisions : 2,4 % en URSS (au lieu de 4,7 %); 2,9 % en Tchécoslovaquie (au lieu de 3,8 %); 3,3 % en Pologne (au lieu de 5,3 %); 4,4 % en RDA (au lieu de 4,6 %).

Et les perspectives pour l'an prochain ne sont pas meilleures. Selon l'Institut allemand de recherches économiques cité par le *Financial Times* l'aggravation du déficit commercial des 6 pays européens du Comecon va réduire le niveau des investissements et faire baisser le niveau de vie.

Tout comme à l'Ouest la crise se traduit à l'Est aussi par une aggravation de l'austérité pour les travailleurs. Le salaire réel a baissé de 0,8 % en Bulgarie, de 0,4 % en Tchécoslovaquie, de 1,2 % en Hongrie.

*

En Chine aussi la croissance sera ralentie en 1980. « Les planificateurs chinois, écrit le *Financial Times* du 10 avril 1980, prévoient pour cette année un ralentissement dans l'économie du pays, conformément à la politique de réajustement économique ». Les Chinois eux ne se laissent pas surprendre par des résultats inférieurs aux prévisions : ils prennent les devants et « réajustent l'économie ».

Le plan pour l'année 1980 prévoit une augmentation de 5,5 % de la production industrielle et agricole brute alors que cette augmentation avait été de 8 % en 1979. Bien que l'inflation n'existe pas, les prix vont augmenter de 13 %, comme en 1979...

En revanche, si l'on peut dire, les importations et les exportations vont baisser... Selon le ministre du Plan, il est « impératif » d'augmenter la production de biens de consommation — ce qui en dit long sur le niveau de la consommation elle-même — et des produits de l'industrie légère.

Chinoise ou pas, l'austérité reste l'austérité. Il n'est guère étonnant dans ces conditions que — comme le rapporte la presse chinoise elle-même — une partie de la jeunesse ait des « doutes » sur la supériorité de ce socialisme-là !

A l'Est aussi, des grèves...

La crise économique qui sévit aussi à l'Est ne peut pas ne pas se répercuter sur les conditions de vie et de travail des ouvriers et elle ne peut pas ne pas entraîner des réactions de défense de leur part. Divers journaux occidentaux ont fait état de mouvements de grève dans les deux principales usines d'automobiles d'URSS, début mai, à Togliattigrad et à Gorki. Quelles que soient les pensées et les arrière-pensées de ceux qui en parlent, nous saluons avec enthousiasme ces mouvements, ainsi que ceux qui se produisent plus ou moins régulièrement en Pologne contre les hausses de prix ou ceux qui se produiront inévitablement ailleurs, comme le gage que là aussi, dans ces pays que la propagande stalinienne a essayé et continue — mais avec plus de mal — à essayer de faire passer pour les pays du « socialisme réel », la classe ouvrière doit reprendre le chemin de la lutte de classe.

Kommunistisches Programm

n° 25/26 - Juillet 1980

Das Zeitalter der Kriege und der Revolutionen

Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921-1924), IV., abschliessender Teil

Zur Entstehung der bürgerlichen Gesellschaft in Indochina

— Einleitung

— Die Bildung des vietnamesischen Nationalstaates

— Nationale Revolution und Untergang Kambodschas

Entwicklung und Rolle des kleinbürgerlichen Antimperialismus am Beispiel der FSLN in Nicaragua

Vient de paraître

Brochure n° 13 « Le Proletaire »

Le marxisme et l'Iran

Commandes au journal

Prix : 5 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 8 septembre, 13 octobre, etc. (il n'y aura pas de permanence en août), de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (sauf le dernier samedi de juillet et tous les samedis du mois d'août).

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit les 19 juillet, 2 et 16 août, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Ple, tous les samedis de 11 à 12 h.

• Besançon : Le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté, soit les 3 août, 7 septembre, etc.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 6 et 20 juillet, 3 et 17 août, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30 (en juillet les permanences auront lieu les 6 et 27, en août le 31).

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, les 20 juillet, 3 et 17 août, etc.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 14 septembre, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 6 et 20 juillet, etc. (la permanence est suspendue en août ; elle reprendra le 7 septembre).

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 3 août, 7 septembre, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 26 juillet, 9 et 23 août, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 juillet, 17 août, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 27 juillet, 10 et 24 août, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Valence : dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 6 et 20 juillet, 3 et 24 août, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

Pour le parti mondial fortement centralisé

(suite de la page 3)

1919-1926. Ce travail de précision des limites de la tactique dans les pays de vieille démocratie étant déjà effectué par la Gauche communiste d'Italie nous n'avons donc aujourd'hui pas plus à inventer de nouvelles possibilités et règles tactiques pour les pays « avancés » que les bolchéviks n'eurent à le faire hier pour les pays « arriérés ». Le seul problème qui peut encore se poser au Parti est, dans l'un et l'autre cas, de rendre ces règles encore plus rigides qu'elles, tant se sont durcies les parois qui doivent livrer le passage à l'accouchement de la société en gestation.

Nous avons devant nous la tâche difficile mais exaltante de faire travailler ensemble en parfaite harmonie dans le même parti, après cinquante années de corruption et de gangrène social-chauvine dans les métropoles capitalistes, et de soumission de la théorie

du communisme révolutionnaire aux besoins de l'impérialisme, les prolétaires des pays opprimés et ceux des pays oppresseurs, car cette fusion en un bloc unique est indispensable pour la victoire de la révolution communiste. Nous savons que cette fusion serait impossible sans la lutte résolue menée par le Parti dans les pays oppresseurs contre le brigandage et le cannibalisme impérialistes, contre l'esprit de supériorité nationale et raciale que les bourgeoisies et leurs larbins cultivent dans les rangs des ouvriers de ces pays. Mais nous savons aussi que les prolétaires des pays qui ont lutté seuls contre l'impérialisme alors que leurs frères de classe des métropoles, hébétés par leur défaite historique, restaient paralysés et endormis par l'opium du pacifisme, du démocratisme et du chauvinisme, sauront puiser dans le magnifique instinct révolutionnaire dont ils ont déjà fait la preuve, la force de se hisser à la compréhension de cette tâche

internationale et de contribuer à part entière à l'édification de l'outil international unique et centralisé indispensable au triomphe du communisme.

Pour vaincre une bourgeoisie aujourd'hui beaucoup plus centralisée, sous l'effet de l'impérialisme, qu'au début du siècle, la classe ouvrière ne peut se présenter à l'échelle internationale qu'avec une centralisation encore plus grande s'appuyant sur ses solides intérêts communs et sur l'existence d'un programme unique et d'un drapeau unique. A l'heure où les moyens de télécommunication modernes mettent en rapports à tout moment toutes les parties du monde, serait-il impossible de se donner l'instrument qui fasse battre au même rythme le cœur des prolétaires révolutionnaires du monde entier ?

Cet objectif grandiose est désormais à portée de main. Au travail donc pour le réaliser !

Temps de travail

(suite de la page 1)

TOUS les négociateurs syndicaux ont accueilli avec des mines gourmandes, comme une bonne base de négociation ?

Ils avaient trop besoin d'un semblant d'« acquis » à faire miroiter aux yeux des travailleurs, pour atteindre le havre des vacances sans agitation généralisée, malgré la baisse du pouvoir d'achat, les nouveaux bonds du chômage et les attaques sur la Sécurité sociale !

Krasucki a eu le cynisme de le déclarer, après la nuit de négociations du 1^{er} juillet : tout cela est une question de rapport de forces... Mais que penser alors de centrales qui n'organisent, à l'échelle générale, que de piteuses journées de délégations, et sabotent les luttes locales pour la réduction du temps de travail, dans les PTT, la SNCF, en les empêchant de se rejoindre et de se fortifier ? C'est contre elles aussi que les travailleurs syndiqués ou non syndiqués devront s'organiser pour arracher par la lutte, et sur le terrain de la force en effet, la réduction effective, immédiate et sans conditions du temps de travail : 35 heures par semaine, 7 heures par jour, avec maintien du salaire !

Soutenez le développement international de la presse du Parti !

Contre la répression capitaliste

(Suite de la page 3)

lisme, de minorités nationales ou ethniques, le prolétariat doit faire la démonstration qu'il est la seule classe capable de s'affronter sérieusement à l'Etat capitaliste et d'en finir avec lui, et donc d'offrir une planche de salut, même si c'est en faisant preuve à l'occasion d'autorité vis-à-vis de ces classes, couches ou secteurs, en combattant leurs illusions et les aspects inévitablement réactionnaires de leurs comportements.

La solidarité avec les victimes de la répression capitaliste doit devenir **partie intégrante de la lutte de défense prolétarienne**.

La lutte prolétarienne ne dédaigne pas bien entendu d'utiliser les moindres ressources — par nature extrêmement limitées — du droit bourgeois, les moindres failles que permettent les contradictions de l'appareil de l'Etat bourgeois, pour alléger le poids des sanctions et des peines, mais elle doit démontrer dans les faits leur insuffisance notoire et absolue.

Elle doit s'attacher à fournir, en tout état de cause, toute l'aide nécessaire, financière et juridique, matérielle et morale, aux victimes de la répression et à leur famille. Elle doit viser avant tout, lorsqu'il s'agit de militants emprisonnés, à ce qu'ils ne tombent pas dans l'oubli, et qu'ils ne soient pas livrés ainsi sans la moindre défense aux griffes de l'ennemi.

Le mouvement prolétarien n'ayant à se conformer à aucun code moral placé au-dessus des parties dans la guerre des classes, il n'a aucune sorte de gêne à ce que ses militants inculpés ou emprisonnés soient

amenés à nier les faits reprochés devant les juges ou les flics ou même à mentir à l'ennemi quand cela est nécessaire et même utile. Il est clair cependant que les militants en butte à la répression doivent être considérés par le mouvement de classe comme ses authentiques représentants : ils sont les premiers sur la barricade et sous le feu de l'adversaire, que ce soit au tribunal ou en prison.

S'il est pensable d'arracher dans tel ou tel cas particulier telle ou telle concession à l'adversaire, le mouvement social du prolétariat ne peut cependant pas imaginer obtenir la clemence pour ses militants frappés par l'ennemi ou un adoucissement de leur sort, en consentant un rabais sur ses objectifs ou en les bradant, en suivant l'infâme pratique du démocratisme qui reflète les mœurs capitalistes.

Au contraire, les véritables reculs de l'adversaire ne seront obtenus — qu'il s'agisse de la levée des sanctions ou de leurs allègements — que si la lutte conserve son **drapeau déployé**, que si elle revendique la **lutte des camarades réprimés comme sa lutte**, que si elle exerce la **pression la plus forte** sur l'adversaire contre tout esprit de conciliation opportuniste ou démocratique. Les prolétaires doivent être armés du désir de briser au plus tôt les portes des prisons où sont tenus en otages les enfants les plus chers de la lutte, et de celui de venger toutes les victimes de la répression bourgeoise en détruisant révolutionnairement l'Etat bourgeois et en instaurant leur propre dictature de classe.